

Kremlin en matière de politique extérieure, le ministre des Affaires étrangères Edouard Chevarnadze et l'ancien ambassadeur soviétique aux États-Unis, Anatoly Dobrynine. Toutefois, les Moudjahidines ont rejeté les ouvertures du gouvernement et exigé le retrait immédiat et total des troupes soviétiques, et le remplacement du régime fantoche installé à Kaboul. Le jour même de l'instauration du cessez-le-feu, les dirigeants afghans ont tenu une conférence de presse et annoncé le retour des troupes gouvernementales à leurs casernes (ils ont également montré des pièces provenant supposément de deux engins *Stinger* et d'un *Blowpipe*, pour prouver ainsi l'ingérence des Américains dans les affaires internes de l'Afghanistan). Les combats se sont tout de même poursuivis dans l'ensemble des régions rurales du pays.

Parallèlement à la proposition de cessez-le-feu faite par le gouvernement afghan, on a déployé des efforts en vue de sortir de l'impasse, dans le cadre de pourparlers organisés sous l'égide des Nations-Unies, à Genève. La neuvième ronde, engagée sous la conduite de Diego Cordovez, Sous-secrétaire général des Nations-Unies faisant office de médiateur entre les délégations afghane et pakistanaise, devait s'ouvrir à Genève le 11 février 1987. Lors des négociations précédentes, les parties en présence avaient réussi à s'entendre sur trois points, à savoir, la non-ingérence dans les affaires internes de l'Afghanistan et du Pakistan, le retour spontané des réfugiés afghans dans leur pays natal; et enfin, les garanties fournies par les superpuissances en faveur des accords conclus. L'établissement d'un calendrier pour le retrait des troupes soviétiques constituait le dernier obstacle à la conclusion d'un accord final. L'Union soviétique a proposé de retirer ses forces dans un délai de quatre ans après la signature d'un accord, même si ses représentants avaient évoqué, à l'occasion de discussions avec des dirigeants indiens, la possibilité que cela se fasse dans un délai de deux à trois ans seulement. Or, le Pakistan et les États-Unis exigeaient que le retrait soit complètement terminé au maximum trois à quatre mois après la signature de l'accord.

Les pourparlers ont finalement été remis au 25 février, en pleine période d'effervescence diplomatique. Le ministre des Affaires étrangères du